

et du secret de leurs conventions. Il faut encore concilier les intérêts de la Russie et de l'Autriche avec ceux de la Grande-Bretagne dont la neutralité bienveillante a permis de signer, en tête-à-tête avec la France vaincue, le traité de Francfort. Offenser la Russie, contrecarrer ses intérêts, ce serait ouvrir la porte à une alliance franco-russe ; et cette alliance, depuis les incidents de 1875, n'apparaîtrait plus comme une impossibilité, n'étaient les relations affectueuses de Guillaume I<sup>er</sup> avec le Tsar son neveu. Mais il convient, d'autre part, de ménager les intérêts de l'Autriche, de les favoriser même en Orient, et de la pousser à s'immiscer dans l'imbroglio balkanique, car un rapprochement entre les vaincus de Sadowa et les vaincus de Sedan peut toujours menacer l'Allemagne d'une guerre de revanche. Tous ces écueils, Bismarck les voit, et, avec sa franchise coutumière, il les montre au Reichstag, dans son discours du 19 février 1878 ; aussi ne veut-il pas s'engager à fond dans les affaires d'Orient où il risque de perdre des amitiés plus précieuses que tout ce qu'il y pourrait gagner. « Nous ne pouvons que donner des conseils généraux ; suivant moi, la médiation ne consiste pas à faire l'arbitre, elle consiste à remplir l'office d'un honnête courtier, réussissant à mener l'affaire à bonne fin. » Bismarck se garde de la tentation d'imposer ostensiblement sa loi à l'Europe, il se méfie des allures napoléoniennes ; loin de faire parade de la puissance de l'Allemagne, il dissimule, pour la mieux faire accepter, sa suprématie. Empêcher les heurts trop violents, épargner les blessures pour éviter les rancunes, donner, avec l'autorité de sa haute fonction, des conseils et des indications, « ramasser le fil » si d'aventure les interlocuteurs venaient à le laisser choir, c'est ainsi que